



MÉTÉO SAHEL ET AFRIQUE DE L'OUEST

**ANALYSE DE L'ACTUALITÉ POLITICO-SÉCURITAIRE AU SAHEL ET
EN AFRIQUE DE L'OUEST**

SEMAINE 1 – MAI 2026

Burkina Faso : Entre la presse à l'étroit et inquiétudes au Sahel

Timbuktu Institute - Semaine 1 - mai 2026

Selon plusieurs observateurs, la liberté de la presse a reculé au Burkina Faso depuis le coup d'État de 2022. En effet, selon Ibrahim Traoré, il faut un « traitement patriotique » de l'actualité en cette période où le pays est confronté à une insécurité grandissante et à une désinformation qui touche la plupart des pays du Sahel. Selon le classement 2026 de Reporters sans frontières, le pays se classe au 110ème rang sur 180, ce qui traduit une dégradation des conditions d'accès à une information plurielle et à un journalisme libre et indépendant.

L'affaire Atiana Serge Oulon ravive les inquiétudes sur la liberté de la presse

L'affaire du journaliste Atiana Serge Oulon continue de défrayer la chronique dans tout le pays. Selon l'organisme chargé de promouvoir et de défendre la liberté d'informer et d'être informé dans le monde, le journaliste d'investigation serait détenu dans une prison secrète depuis plusieurs mois et aurait subi des traitements inhumains. Pour rappel, le directeur de la publication du bimensuel d'investigation L'Évènement avait réalisé une enquête sur des soupçons de détournement de 400 millions de francs CFA attribués au chef de la transition. Enlevé à son domicile en juin 2024, les organisations de défense des acteurs de la presse exigent sa libération. Ce cas soulève à nouveau la question des conditions de travail des journalistes au Burkina Faso et interpelle l'opinion publique sur l'état des libertés publiques. De leur côté, les autorités estiment qu'aucun journaliste n'est privé de liberté dans le cadre de son travail. Pour Ibrahim Traoré, « chacun est libre de dire ce qu'il veut et de donner son opinion ». Il a fait cette déclaration lors d'une interview accordée à des journalistes en avril dernier.

Sahel : entre impératifs sécuritaires et rétrécissement de l'espace médiatique

Dans le même esprit, TV5 Monde est désormais interdite au Burkina Faso ; le pouvoir militaire accuse la chaîne francophone de désinformation et d'apologie du terrorisme pour le traitement d'informations concernant le pays. Certains observateurs y voient une tentative supplémentaire de museler les médias. Jeanne Lagarde de Reporters sans frontières y voit un recul des libertés de la presse. « En fait, le Sahel, c'est surtout une région où le journalisme patriotique imposé par les autorités a pris le pas sur un journalisme indépendant qui délivrait auparavant une information fiable et de qualité. Maintenant, on observe que ce n'est plus du tout le cas », affirme madame Lagarde. Il faut souligner l'existence de tensions croissantes entre impératifs sécuritaires et respect des libertés fondamentales dans plusieurs pays du Sahel, où les autorités militaires renforcent leur contrôle sur l'espace médiatique au nom de la souveraineté nationale. Elle souligne également les inquiétudes quant au recul du pluralisme de l'information et à l'affaiblissement du rôle des médias indépendants dans la consolidation de la gouvernance démocratique et de la confiance citoyenne.

Côte d'Ivoire : réformes électorales, défis sécuritaires et leadership féminin en vedette

Timbuktu Institute - Semaine 1 - mai 2026

L'actualité de la semaine a été marquée par la dissolution de la Commission électorale indépendante, en attendant la mise en place d'un nouveau système. Cette décision a été annoncée le 6 mars dernier à l'issue du Conseil des ministres. En effet, ladite commission était accusée de manquement aux principes de neutralité et d'impartialité. L'opposition, de son côté, n'a pas manqué d'émettre des réserves et des recommandations quant à la nouvelle structure qui va remplacer la CEI. Pour les partisans de Tidjane Thiam, il s'agit d'une « décision unilatérale prise sans concertation avec la classe politique », et dénoncent l'opacité autour de la structure. Ces derniers appellent au dialogue avec tous les acteurs politiques afin de « définir les modalités du système électoral », selon Soumaïla Bredoumy, le porte-parole du PDCI.

La réforme de la CEI relance le débat sur la transparence électorale

Dans le même esprit, l'ancienne Première dame de Côte d'Ivoire, Simone Gbagbo, souhaite « un organe électoral indépendant, un redécoupage électoral équitable et une révision consensuelle de la liste électorale ». Pendant ce temps, le Congrès panafricain pour la justice et l'égalité des peuples (COJEP) salue la mesure et indique la voie à suivre pour un organe électoral « véritablement indépendant ». Selon ses membres, cette mesure est une « reconnaissance implicite de la crise de confiance qui entourait la CEI depuis plusieurs années ». Les partisans de Charles Blé Goudé estiment que le pays doit se doter d'un organe indépendant pour organiser des élections libres et transparentes et corriger les imperfections de l'ancien système.

Sécurité régionale : les tensions sur l'axe Abidjan-Bamako inquiètent les acteurs économiques

Sur le plan sécuritaire, les Maliens vivant en Côte d'Ivoire ont exprimé leur inquiétude face à la persistance de la menace terroriste à Bamako. Les dernières attaques du 25 avril ont en effet accru la peur, notamment concernant la sécurité de l'axe Abidjan-Bamako, une route stratégique pour les deux pays. De nombreux conducteurs de camions sont bloqués en raison de la situation sécuritaire tendue. Néanmoins, l'axe reste praticable, malgré les conséquences néfastes sur les échanges commerciaux. Selon Diaby Ibrahim. « Les dispositions ont été prises avec les autorités compétentes pour que les questions d'exploitation du corridor Abidjan-Bamako soient réglées en amont, afin d'éviter de nous retrouver face à des situations désagréables. En clair, nous évitons d'être pris au dépourvu par des situations malheureuses. » Il s'agit clairement d'une volonté affichée d'anticiper et de coordonner les actions avec les autorités compétentes afin de sécuriser davantage l'exploitation du corridor Abidjan-Bamako et de prévenir toute perturbation susceptible d'affecter la fluidité des échanges et la stabilité des activités économiques.

Les forces armées plaident pour une promotion du leadership féminin fondée sur le mérite

Dans un autre registre, la Côte d'Ivoire a célébré le 7 mai, la 5ème édition de la Journée de la femme militaire. Les forces armées ivoiriennes ont saisi cette occasion pour réaffirmer leur engagement en faveur de l'égalité. Le thème retenu cette année était « Droit, discipline et mérite : promouvoir l'égalité au sein des forces armées ». Le vice-amiral N'Guessan Kouamé Célestin, chef d'état-major de la Marine nationale, a pris part à la cérémonie à la base navale militaire de Locodjro, dans la commune d'Attécoubé, et a tenu à saluer le choix porté sur son institution. Il a également profité de l'occasion pour évoquer le faible nombre de femmes dans les rangs de la Marine nationale. Il est donc souhaitable de mettre davantage l'accent sur une politique de promotion féminine fondée sur le mérite, afin de reconnaître la contribution des femmes à l'armée en général.

Togo : Affaire Affectio, tensions politiques et rapprochement avec l'Inde

Timbuktu Institute - Semaine 1 - mai 2026

Au Togo, l'affaire Affectio refait surface. Honoré Sitsopé Sokpor dit Affectio a en effet été emprisonné une fois de plus le 4 mai, soit quelques mois seulement après sa mise sous contrôle judiciaire. Pour rappel, le poète et activiste, critique du pouvoir, avait été interpellé en avril pour avoir divulgué des images de chantier dans la capitale, qu'il aurait envoyées à des tiers de l'extérieur, notamment au « M66 » ou au « Mouvement du 6 juin », des mouvements activistes de la diaspora. Ces deux mouvements sont actifs depuis 2025 lors des grandes manifestations contre le pouvoir. Sa première arrestation était liée à un poème jugé virulent qu'il avait posté sur les réseaux sociaux. Selon son avocat, « le procureur a estimé que ce qu'il a fait est grave, étant donné qu'il est sous contrôle judiciaire », bien qu'aucun chef d'accusation n'ait encore été retenu contre lui. De leur côté, l'opposition et la société civile crient à l'injustice et exigent sa libération immédiate et sans condition.

Par ailleurs, on note que l'arrestation d'Affectio accentue les tensions politiques et les inquiétudes sur les libertés publiques. Le front « Touche pas à ma constitution » de l'opposant Nathaniel Olympio parle de « cas d'acharnement ». Il réclame la libération de tous les prisonniers politiques et la fin des intimidations. Le leader de l'ANC, Jean-Pierre Fabre, embouche la même trompette et dénonce ces arrestations qu'il juge arbitraires. Ce dernier s'est étonné des conditions d'arrestation d'Affectio : « Quel est le danger de prendre des photos ? Sommes-nous dans un cadre de secret-défense ? Est-ce que le site sur lequel la photo a été prise est interdit ? » Peut-on prendre des photos sur un chantier public ? » Il estime que l'incarcération est abusive et relève purement et simplement du harcèlement. Cette arrestation vient donc durcir le climat sociopolitique togolais, déjà tendu, alors que la situation sécuritaire au nord du pays reste inquiétante.

Lomé et New Delhi renforcent leur coopération autour de la gouvernance parlementaire

Sous un autre registre, Jeudi, à Lomé, le garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits humains, Pacôme Adjourouvi, a eu un entretien avec l'ambassadeur de l'Inde au Togo, Sayed Razi Haider Fahmi, au sujet des perspectives de coopération bilatérale en matière de gouvernance démocratique et de renforcement du fonctionnement des institutions parlementaires. En effet, l'Inde accompagne le Togo dans sa marche vers la maturité parlementaire. Considéré comme l'une des « plus grandes et plus anciennes démocraties parlementaires », le pays de Gandhi pourrait soutenir efficacement le Togo dans sa quête d'un parlement digne de ce nom. Pour l'autorité indienne, « dans une démocratie, le Parlement demeure l'expression des aspirations souveraines des citoyens ». Son homologue togolais semble vouloir échanger des bonnes pratiques parlementaires afin d'assurer la transformation institutionnelle souhaitée.

Tchad : La persistante menace Boko Haram

Timbuktu Institute - Semaine 1 - mai 2026

Depuis plus d'une décennie, le Tchad est confronté à la menace de Boko Haram dans la région du lac Tchad. Cette vaste étendue marécageuse à cheval sur le Nigeria, le Cameroun, le Niger et le Tchad, est entre temps devenue le sanctuaire du groupe djihadiste et de son rival l'ISWAP. En dépit de nombre d'opérations militaires successives menées par les autorités tchadiennes, le groupe djihadiste continue de cibler régulièrement les forces armées et les populations de la zone. Le 4 mai, le groupe Boko Haram a attaqué la base militaire tchadienne de Barka Tolorom, faisant entre 24 et 25 morts et une quarantaine de blessés dans les rangs de l'armée. Le président Mahamat Idriss Déby Itno a condamné l'attaque, la qualifiant de « lâche » et réaffirmant sa volonté de poursuivre la lutte « jusqu'à l'éradication totale » de la menace terroriste. Le chef de l'Etat, a par ailleurs décrété l'état d'urgence pour une durée de 20 jours ainsi que trois jours de deuil national.

En représailles, l'armée tchadienne a lancé à partir du 8 mai des frappes aériennes sur des îles du lac Tchad contrôlées par Boko Haram, notamment sur l'île de Shuwa, point de convergence des frontières du Nigeria, du Niger et du Tchad. D'après Jeune Afrique, des pêcheurs originaires pour la plupart de la ville de Doron Baga et de l'État de Taraba, opéraient dans ces eaux après avoir payé un tribut à Boko Haram pour y accéder. Selon un responsable d'un syndicat de pêcheurs, une quarantaine d'entre eux seraient portés disparus, probablement noyés à la suite des frappes. L'armée tchadienne n'a pour l'heure fait aucune déclaration officielle sur le sujet. Pour rappel, déjà en octobre 2024, des frappes de représailles tchadiennes sur l'île de Tilma avaient tué des civils. Pointée du doigt, l'armée avait alors démenti ces accusations. Ce n'est pas la première fois qu'une telle situation se produit. En octobre 2024, des frappes de représailles tchadiennes sur l'île de Tilma avaient déjà été accusées d'avoir tué des civils, des accusations que l'armée avait alors démenties. Ces bavures, si confirmées, illustrent la complexité du terrain dans le bassin du lac Tchad, où jihadistes, civils et forces militaires se côtoient dans une zone frontalière étendue et manifestation difficile à contrôler.

Des cadres de l'opposition sous écrou

Il semble bien que le retour sur la scène politique de la coalition d'opposition Groupe de concertation des acteurs politiques (GCAP) ait été de courte durée. Après que la Cour suprême ait prononcé sa dissolution, huit dirigeants de l'ex-GCAP ont été condamnés le 8 mai, à huit ans de prison par la Chambre spéciale correctionnelle du Tribunal de grande instance de N'Djaména. Le verdict a été rendu vendredi lors d'une audience organisée directement au sein de la maison d'arrêt de Klessoum, où les prévenus étaient détenus depuis leur arrestation le 25 avril dernier. Ils ont été reconnus coupables de rébellion, de participation à un mouvement insurrectionnel, d'attroupement et de détention illégale d'armes de guerre. Ces arrestations faisaient suite à la dissolution de leur organisation et à un projet de marche dite « d'indignation et de dignité » prévue le 2 mai, finalement annulée suite à la dissolution du mouvement. Dans le contexte du rétrécissement continu de l'espace civique au Tchad, la célérité et l'intransigeance de la mise à l'écart de cette frange de l'opposition interrogent. Du reste, elle semble apparaître comme un nouvel épisode de la pente de consolidation autoritaire entamée par le président Déby depuis sa réélection en 2024.

Opposition camerounaise : la désunion dans tous ses états ?

Timbuktu Institute - Semaine 1 - mai 2026

Mort dans les geôles de la gendarmerie camerounaise, le décès de l'opposant Anicet Ekane avait suscité une vive émotion dans le pays. Décédé le 1er décembre 2025 après 38 jours de garde à vue au plus fort des contestations contre la réélection de Paul Biya, il a été inhumé samedi 9 mai, à Bomono, son village natal. Mais au-delà de la disparition de cette figure historique de l'opposition politique, ce sont les tensions autour de ses obsèques - auxquelles son propre parti le Manidem a refusé de participer - qui auront mis en lumière les tensions au sein de l'opposition. Tout d'abord, compte tenu du conflit qui entourait l'organisation des obsèques d'Anicet Ekané, sa sœur Mariane Simone Ekane avait rendu public des enregistrements audio, supposés traduire la volonté du défunt selon laquelle l'organisation de ses funérailles devait revenir à son parti le Manidem (Mouvement africain pour la nouvelle indépendance et la démocratie), accompagné de sa famille. En fin de compte, c'est en faveur du fils du défunt, Muna Ekane que la justice a tranché, au détriment d'une partie de la famille, pour conduire les obsèques.

Dans la foulée, le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) de Maurice Kamto a annoncé sa non-participation aux funérailles. En dépit de la controverse, l'opposant Issa Tchiroma Bakary, a appelé à participer aux obsèques. Comme réponse, le Manidem a annoncé sa décision de rompre l'accord conclu avec Issa Tchiroma Bakary, dans le cadre de la présidentielle d'octobre 2025. En arrière-plan de cet imbroglio, des suspicions sur le rôle du pouvoir accusé par certains de tout faire pour empêcher une mobilisation populaire autour de cet événement, au moment où les autorités avaient interrompu en mars dernier, des cérémonies d'hommage au défunt. Par ailleurs, cet épisode où la démarche d'Issa T. Bakary est jugée comme une défection par une partie de l'opposition est révélatrice des lignes de tensions au sein de celle-ci. Pendant ce temps, la recomposition institutionnelle au Cameroun dont le retour du poste de vice-présidente est la manifestation la plus parlante, semble renforcer la marginalisation de l'opposition politique.

Disparition de figures politiques

En quelques mois, le régime de Paul Biya aura perdu plusieurs de ses piliers emblématiques. Après notamment les décès de Marcel Niat Njifenji, président du Sénat et d'Ayang Luc, président du Conseil économique et social, l'ancien président de l'Assemblée nationale Cavaye Yeguié Djibril s'est éteint le 6 mai à l'âge de 86 ans. Pilier du système Biya et fidèle relais dans le septentrion, sa disparition intervient dans un contexte de recomposition silencieuse au sommet du pouvoir camerounais. Ceci, qui plus est, confirme l'effacement progressif d'une génération de figures politiques ayant émergé dans les années 1980 et 1990.

De l'autre côté du paysage politique, Yaya Saïdou Maidadi, figure de l'opposition, est décédé le 7 mai. Issu d'une famille proche du pouvoir (son père fut ministre sous Ahidjo et Biya), il avait choisi la voie du militantisme d'opposition. Après avoir rejoint le SDF (Social Democratic Front) en 1992 et en être devenu premier vice-président national, il quitte le parti en 2002 à la suite de divergences avec John Fru Ndi, avant de fonder l'Alliance des Forces Progressistes, puis de rejoindre l'UNDP, où il occupait les fonctions de Secrétaire national à la Communication et de membre du Bureau politique au moment de son décès.

Mali : Communication de crise et gestion politique de l'après 25 avril

Timbuktu Institute - Semaine 1 - mai 2026

Le Président de la transition, Assimi Goïta, a pris la parole lors d'un discours à la télévision nationale afin de stabiliser l'opinion publique. Cette intervention est survenue après une série d'attaques violentes ayant semé le doute sur la capacité de l'État à protéger ses citoyens. Le Président a assuré que la situation est maîtrisée, cherchant ainsi à rassurer les populations et à projeter une image de maîtrise totale. En s'adressant directement à la nation, il a tenté de couper court aux rumeurs de déstabilisation et de réaffirmer la solidité du commandement militaire. Ce discours visait à restaurer la confiance dans les forces armées maliennes (FAMA) et à montrer que l'État reste opérationnel malgré la pression croissante des groupes armés. Il a invité les Maliens à ne pas céder à la guerre de l'information, tout en promettant une riposte contre toute tentative de porter atteinte à l'intégrité du territoire national. En affirmant que tout est sous contrôle, le pouvoir cherche à prévenir des mouvements de panique qui pourraient fragiliser la situation interne. Cependant, l'efficacité de ce discours se heurte à la réalité des faits sur le terrain. Si la parole présidentielle rassure la population, elle crée également une attente de résultats concrets.

Riposte de l'AES : les frappes aériennes de la force unifiée

La force unifiée de l'Alliance des États du Sahel (AES) a lancé une contre-offensive majeure sous la forme de frappes aériennes dans le nord du Mali. Confirmées par les autorités nigériennes, ces opérations font suite aux attaques sanglantes ayant touché plusieurs parties du territoire malien. Cette intervention marque un tournant opérationnel pour l'AES, prouvant que la solidarité entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso se traduit désormais par des actions militaires concrètes. Les bombardements ont visé des colonnes de véhicules et des positions logistiques des groupes armés, utilisant la supériorité aérienne pour localiser l'ennemi dans des zones désertiques difficiles d'accès. L'intensification de ces traques montre une volonté de ne laisser aucun répit aux groupes armés, tout en envoyant un message sur la capacité de protection de la nouvelle alliance régionale. Cette riposte est présentée comme un succès démontrant la montée en puissance technologique de l'alliance face à une menace en mouvement constant. En frappant depuis les airs, l'AES cherche à infliger des pertes matérielles lourdes aux groupes armés sans exposer ses troupes au sol à des embuscades. C'est une démonstration de force qui vise à légitimer l'alliance aux yeux des populations en montrant sa capacité à assurer la protection de ses pays membres. Toutefois, la dimension régionale de ces frappes montre que le conflit malien reste un sujet de friction diplomatique intense. Les accusations externes soulignent la difficulté pour Bamako de mener sa guerre tout en maintenant un dialogue serein avec la communauté internationale.

La prise de Tessalit par le FLA

Sur le front terrestre, la situation reste complexe, comme en témoigne la prise du camp stratégique de Tessalit par le Front de Libération de l'Azawad (FLA) début mai 2026. Des vidéos ont circulé montrant les combattants rebelles occupant cette base névralgique située près de la frontière algérienne, un point de passage historique et un verrou sécuritaire majeur du Grand Nord. Parallèlement, le porte-parole du FLA s'est exprimé publiquement pour affirmer la détermination du mouvement à contrôler ses territoires ancestraux et à repousser les forces armées. La chute de Tessalit, base dotée d'une piste d'atterrissage essentielle pour le ravitaillement et le contrôle du Sahara malien, représente un revers logistique important pour l'armée malienne. Cela démontre que malgré les frappes aériennes massives de l'AES, les groupes au sol conservent la volonté de coordination et de conquête territoriale. Cette avancée rebelle fragilise la ligne de défense de l'État dans le Nord et oblige les états-majors à repenser leur stratégie d'occupation territoriale face à des forces très mobiles et connaissant parfaitement la zone. La perte de Tessalit souligne le décalage entre les succès aériens revendiqués par le gouvernement et la réalité du contrôle territorial au sol.

Pour le FLA, cette victoire n'est pas seulement militaire, elle est politique : elle renforce leur position de force avant d'éventuelles discussions. Le contrôle d'une base aussi isolée et stratégique complique le ravitaillement des FAMA. Cela montre que la guerre actuelle se joue sur au moins deux plans : une supériorité technologique aérienne pour l'État et une maîtrise de la géographie terrestre pour les rebelles, rendant la stabilisation de plus en plus complexe.

Centralisation du pouvoir : Assimi Goïta devient par ailleurs ministre de la Défense

Le Mali a connu une évolution politique majeure avec la décision du président Assimi Goïta de s'octroyer lui-même les fonctions de ministre de la Défense. En cumulant ces deux fonctions, il supprime les intermédiaires pour diriger directement les opérations militaires au quotidien. Ce choix montre sa volonté de verrouiller son pouvoir et d'agir plus vite face aux menaces qui pèsent sur le pays. C'est un signal clair, il assure sa position de chef de guerre, où l'avenir du régime dépend désormais grandement des succès sur le terrain. Cette décision lui permet aussi de s'assurer de la fidélité des militaires en gérant lui-même le budget et la stratégie des armées dans un climat très tendu. Cette auto-désignation d'Assimi Goïta est un pari sur la centralisation du commandement.. Si la situation s'améliore, il sera le sauveur de la nation ; en revanche, si les échecs s'accumulent, il sera le seul responsable aux yeux de l'armée et du peuple. C'est une stratégie de risque maximal pour garder un contrôle absolu sur le pays.

Austérité au Niger, un premier mai sans parade

Timbuktu Institute - Semaine 1 - mai 2026

La célébration de la fête du Travail, a été marquée au Niger par une décision exceptionnelle du gouvernement de transition : l'annulation des traditionnels défilés militaires et civils. Cette mesure a été justifiée par les autorités comme une réponse nécessaire aux « défis du moment », faisant référence au contexte sécuritaire tendu et aux impératifs de mobilisation des ressources vers le front. Le gouvernement a privilégié des cérémonies restreintes et des messages de sensibilisation axés sur la résilience nationale et le sacrifice des travailleurs. Cette décision reflète une volonté de rompre d'avec les célébrations coûteuses pour concentrer l'énergie de la nation sur la défense de l'intégrité territoriale. Les syndicats, tout en prenant acte de cette décision, ont saisi l'occasion pour remettre leurs cahiers de doléances, soulignant que la lutte pour la sécurité ne doit pas cacher la nécessité de protéger le pouvoir d'achat dans une économie sous pression. Cette sobriété imposée souligne le passage à une gestion de crise permanente où chaque événement public est réévalué. L'annulation du défilé est un signal politique fort visant à instaurer un climat de "mobilisation générale". En supprimant le caractère festif de la fête du Travail, le pouvoir de transition renforce l'idée que le pays est en état d'exception. C'est une stratégie qui permet de légitimer les restrictions budgétaires et de demander un effort supplémentaire à la population. Toutefois, cela réduit également les espaces d'expression publique pour les syndicats, transformant une journée de revendications sociales en une journée de solidarité nationale encadrée.

Mobilisation populaire : marche de soutien au gouvernement à Niamey

La capitale Niamey a été le théâtre d'une vaste manifestation populaire en soutien aux autorités de transition. Cette marche, organisée par plusieurs collectifs de la société civile, visait à réaffirmer l'adhésion d'une partie de la population aux choix stratégiques du gouvernement, notamment en matière de souveraineté nationale et de rupture diplomatique. Les manifestants ont défilé dans les rues principales pour exprimer leur opposition aux pressions extérieures et leur appui aux Forces de Défense et de Sécurité (FDS). Cette mobilisation intervient dans un climat de tension régionale, où le Niger cherche à consolider ses alliances au sein de l'AES. Pour les organisateurs, il s'agissait de démontrer que le pouvoir en place bénéficie d'une légitimité populaire solide face aux critiques internationales. La marche a également servi de plateforme pour dénoncer les sanctions économiques passées et appeler à une union sacrée autour des idéaux de la transition, illustrant la force du sentiment patriotique dans le débat politique actuel. Ces marches de soutien fonctionnent comme des outils de légitimation interne et externe. Pour le gouvernement, elles servent de preuve de consensus national face aux partenaires étrangers. Cependant, dans un contexte de transition, la frontière entre soutien spontané et mobilisation orchestrée est souvent délicate. Cette manifestation prouve que l'idée de souveraineté du pays demeure un consensus largement partagé au sein de la population. C'est ce qui permet au peuple de rester uni malgré les tensions diplomatiques.

Inclusion économique : projets financiers pour les femmes et les jeunes

Sous un autre registre, le gouvernement nigérien a annoncé le lancement de deux projets destinés à transformer le paysage financier du pays : le renforcement de l'accès des femmes et des jeunes aux services financiers. Ces initiatives visent à lever les barrières structurelles qui excluent une grande partie de la population du circuit économique formel. En facilitant l'octroi de crédits, le micro-financement et l'éducation financière, ces projets cherchent à encourager l'entrepreneuriat local et à réduire la pauvreté. La stratégie repose sur la numérisation des services financiers et la mise en place de fonds de garantie spécifiques pour les populations vulnérables. L'objectif est double : stimuler la croissance économique interne en s'appuyant sur les forces vives du pays et assurer une stabilité sociale par l'autonomisation financière. Dans un contexte où les financements internationaux se font de plus en plus rares et sont parfois réorientés, le Niger mise sur la mobilisation de l'épargne locale et le dynamisme de sa jeunesse pour bâtir une économie plus inclusive face aux chocs extérieurs. Ces projets marquent une volonté de passer d'une économie de subsistance à une économie de développement participatif. Cibler les femmes et les jeunes est une décision stratégique, car ces groupes représentent le levier de croissance le plus important mais aussi le plus fragile du Niger. Le succès de ces mesures dépendra de la capacité de l'État à assurer la pérennité des fonds et à surmonter les obstacles bureaucratiques. C'est une tentative de construire une autonomie économique nationale, en cohérence avec le discours politique de souveraineté porté par la transition.

Sénégal : Entre fissures dans le Pastef et défis sécuritaires régionaux

Timbuktu Institute - Semaine 1 - mai 2026

Le samedi 9 mai, la grande coalition présidentielle a réunies militants et sympathisants venus de toute la région pour rendre hommage au président Diomaye Faye. La coalition « Diomaye Président » s'est en effet retrouvée à Mbour, le fief de l'actuel président, pour l'honorer en présence de ses parents, proches et amis, deux ans après son accession au pouvoir.

Les soutiens de Diomaye Faye affichent leurs ambitions pour 2029

Ce rassemblement d'une grande envergure est considéré comme un test politique, alors que les tensions semblent perdurer au sein du parti au pouvoir, le Pastef, dirigé par le Premier ministre, Ousmane Sonko. Coup d'essai, coup de maître ? En tout cas, ses soutiens estiment avoir réussi le pari de la mobilisation et comptent bien poursuivre cette dynamique pour les prochaines échéances électorales. Pour le ministre du Commerce et ancien directeur général du centre de recherche et développement Afrique et Moyen-Orient de Nestlé, venu participer à la rencontre : « Je n'ai jamais vu, en deux ans, autant de résultats... Nous tenons à vous dire que la coalition « Diomaye-président » est un levier pour bâtir ce Sénégal. C'est pourquoi, en 2029, le président doit demander un autre mandat de cinq ans. Aucun président n'a jamais fait qu'un seul mandat au Sénégal, donc nous, les Sénégalais, nous voulons qu'il soit notre candidat en 2029 et qu'il gagne pour le développement du Sénégal. » Il affiche clairement sa volonté de soutenir la candidature du président Faye, malgré les tensions internes.

Les fractures internes au sein de Pastef alimentent les spéculations politiques

Ces tensions se sont matérialisées par une série de licenciements parmi les « pro-Sonko » ces derniers mois. Après le licenciement du directeur de SNHLM, c'est au tour d'Ousseynou Ly, l'ex-porte-parole de la présidence, de faire les frais de ces tensions. Des licenciements jugés très politiques au regard de la proximité de ces derniers avec le leader de Pastef. Ils traduisent les tensions persistantes au sein de l'État et alimentent l'idée d'un rééquilibrage politique interne au détriment des personnalités proches d'Ousmane Sonko et du parti Pastef. Des militants du parti Pastef continuent de proférer des critiques contre leur camarade de parti, et non moins président de la République, et parlent d'une tentative de « dépastefisation » du pouvoir. Selon certains observateurs, Bassirou serait déjà prêt à prendre la relève après Sonko. La mise sur orbite de Me Abdoulaye Tine, avocat et membre de la coalition présidentielle, qui remplace M. Ly, en est la preuve. Pour rappel, le remplacement d'Aïda Mbodj par Aminata Touré à la tête de la coalition avait annoncé, selon beaucoup d'analystes, la couleur de la bataille fratricide qui aura lieu.

Lors d'une interview accordée à trois journalistes sénégalais, le président Faye a tenu à clarifier sa relation avec son Premier ministre : « Tant qu'il est Premier ministre, c'est qu'il bénéficie de ma confiance. Le jour où cette confiance n'existera plus, je nommerai un autre Premier ministre. » Cette déclaration a frustré plusieurs leaders, militants et sympathisants du parti au pouvoir, qui sont descendus dans la rue pour exprimer leur mécontentement. Cette sortie du président Bassirou Diomaye Faye met en lumière les fragilités perceptibles au sein de la majorité, où la question de l'équilibre des pouvoirs entre le chef de l'État et son Premier ministre continue d'alimenter les débats et les frustrations.

Sénégal-Mali : Dakar plaide pour une réponse régionale coordonnée face à la menace terroriste

Sur le plan sécuritaire, la situation qui prévaut au Mali inquiète le Sénégal en raison de la frontière commune et des relations commerciales entre les deux pays. Pour le président Faye, « tout ce qui touche le Mali nous concerne directement », insistant sur les liens historiques entre Dakar et Bamako. Il estime également que le Sénégal doit soutenir le Mali dans sa lutte contre le terrorisme. « Nous devons renforcer la coopération avec Bamako par l'échange de renseignements et des patrouilles conjointes. » Il invite ainsi tous les pays de la CEDEAO à mener une action conjointe et coordonnée. La situation a déjà des répercussions sur les transports et les échanges commerciaux en général. Selon le chercheur Bakary Sambe, il faut adopter une approche holistique impliquant les pays africains, directement ou indirectement concernés par le problème, afin de sortir de la crise. Interrogé par un journaliste de Dakaractu, le président du Timbuktu Institute estime qu'« au niveau régional, l'approche proposée à Lomé est précisément ce dont on a besoin : une coordination multilatérale qui associe l'UA, la CEDEAO, l'Algérie, la Mauritanie et des acteurs neutres ou perçus comme tels. Et en ce qui concerne les partenariats extérieurs, il faut être lucide sans être dogmatique. » Pour rappel, Lomé avait accueilli, le 18 avril dernier, une rencontre de haut niveau avec les ministres des Affaires étrangères de l'AES, des responsables de la CEDEAO, des partenaires et des chercheurs, afin de rapprocher les positions.

Nigeria : Offensives tous azimuts contre les groupes djihadistes

Timbuktu Institute - Semaine 1 - mai 2026

Alors que son voisin tchadien est de nouveau confronté aux sanglantes attaques djihadistes, le Nigeria poursuit tant bien que mal ses opérations anti-terroristes. En l'occurrence, c'est tout feu tout flamme. Néanmoins, ces opérations, on le sait, ne manquent pas quelquefois d'aboutir à des incidents que des organisations humanitaires ou de défense des droits humains, dénoncent comme des bavures. Dans la nuit du 30 avril 2026, une quarantaine d'éleveurs peuls ont été tués dans l'État du Niger, au centre-ouest du pays. L'opération, menée conjointement par des miliciens nigériens et béninois agissant aux côtés de l'armée nigérienne, visait des membres de la communauté peule soupçonnés d'être des informateurs du groupe jihadiste Ansaru. Selon les témoignages recueillis, les hommes qui résistaient à l'arrestation ont été abattus sur place, portant le bilan possible à 41 morts d'après un chef traditionnel local. Ansaru, né en 2020 d'une scission avec Boko Haram et désormais affilié à Al-Qaïda au Maghreb islamique, est actif de part et d'autre de la frontière bénino-nigérienne depuis deux ans, ce qui expliquerait l'implication de miliciens venus du Bénin voisin. Ni l'armée nigérienne, ni l'armée béninoise n'ont commenté les faits. Selon RFI Hausa, il s'agirait d'un « raid préventif » intervenu après que des éleveurs peuls auraient menacé de perturber les activités agricoles de la zone, en représailles au meurtre récent de deux des leurs dans une communauté voisine, à en croire les mots d'un habitant local.

Et pourtant, l'intensification de la pression des formes armées nigériennes contre les groupes djihadistes n'est pas exempte de déconvenues. Dans la nuit du 7 au 8 mai 2026, des combattants de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) ont lancé un assaut coordonné d'envergure contre le quartier général de la 27ème brigade de l'armée nigérienne à Buni Gari, dans le nord-est du pays. Attaquant simultanément depuis trois axes (ouest, sud et sud-ouest) dans une tentative d'encercllement, les insurgés ont été repoussés par les troupes de l'opération Hadin Kai, qui ont tenu leurs positions grâce à des tirs indirects avant de contraindre les assaillants à une retraite désordonnée. Selon le bilan de l'armée nigérienne, deux soldats ont perdu la vie et 50 terroristes ont été neutralisés.

Défections dans l'opposition

À moins de deux ans de l'élection présidentielle nigérienne de janvier 2027, l'opposition tente tant bien que mal, de se mettre en ordre de bataille. Dans ce paysage, le Congrès démocratique africain (ADC) se positionne comme une alternative crédible. Et pourtant, le parti vient d'enregistrer deux défections de taille. Peter Obi et Rabiu Kwankwaso, qui avaient terminé respectivement troisième et quatrième lors du scrutin de 2023, ont officiellement quitté, le 4 mai, pour rejoindre l'ADC pour le Congrès démocratique nigérian (NDC). Pour sa part, Peter Obi justifie son départ par un climat qu'il qualifie de « toxique » et « instable » au sein de l'ADC, pointant des procédures judiciaires internes et des tentatives de déstabilisation entre factions rivales. L'une d'elles contestant la légitimité de l'exécutif du parti devant les tribunaux. Des tensions avec Atiku Abubakar, autre poids lourd de l'opposition resté à l'ADC, seraient également en toile de fond. Dans ce contexte, ce double ralliement est-il la prémisse d'un possible ticket Obi-Kwankwaso pour la prochaine présidentielle ? Quoiqu'il en soit, elle témoigne avec acuité des recompositions et alliances en cours au sein de l'opposition, dans l'objectif de défier en 2027, le parti au pouvoir (APC).

Bénin : Rupture ou vers le début d'un recommencement ?

Timbuktu Institute - Semaine 1 - mai 2026

Alors que l'investiture du nouveau président élu Romuald Wadagni est prévue pour le 24 mai, un vent de controverse juridique semble souffler sur le Bénin. Dans un recours enregistré le 28 avril dernier, un juriste dénommé Précieux Noël Dagan introduisait une requête auprès de la Cour Constitutionnelle visant à ce qu'elle se prononce sur la non-installation du Sénat dans le cadre de la prochaine prestation de serment. En effet, selon l'article 53 de la loi constitutionnelle modifiée en décembre 2025, le serment est reçu par le président de la Cour constitutionnelle, en présence des membres de l'institution, de l'Assemblée nationale, ainsi que des bureaux du Sénat, de la Cour suprême et de la Cour des comptes. Le Sénat n'étant pas encore installé à ce jour, le requérant ne conteste pas le principe de l'investir mais demande que les modalités juridiques applicables à l'impossibilité matérielle de réunir le Sénat soient formellement reconnues.

Cette situation a fait l'objet, durant plusieurs jours, de vives divergences d'interprétation entre nombre d'experts et praticiens du droit. Employant une analogie civile, l'ancien président de la Cour Constitutionnelle, Théodore Holo a estimé que « l'absence d'un membre de la famille lors d'un mariage n'annule pas l'acte si les témoins et l'officier sont présents ». Un argumentaire fragile à en croire Nourou-dine Saka Saley, juriste et membre du parti d'opposition Les Démocrates (LD), affirmant – fort de la même analogie – que « si dans les lois du mariage, la famille était mentionnée expressément, aucun mariage ne serait valide en son absence. Le 5 mai, la Cour Constitutionnelle a coupé court à la controverse, jugeant irrecevable le recours formulé par le juriste Précieux Noël Dagan. La haute juridiction a justifié sa décision par un défaut de qualité du requérant. En attendant de constater si le Sénat sera installé d'ici la date de l'investiture, il est manifeste que décision de la Cour, en se gardant de se prononcer sur le fond de la question, ravive les débats sur la légitimité et la cohérence du processus de réforme institutionnelle engagé au Bénin.

Le parti FCBE rejoint la mouvance présidentielle

Samedi 9 mai, à l'issue d'un conseil national du parti, les Forces Cauris pour un Bénin Émergent (FCBE) ont annoncé leur décision de rallier la mouvance présidentielle, à compter de la date de l'investiture du nouveau président élu Romuald Wadagni. Le parti dit « d'opposition modérée » est arrivé second à la présidentielle d'avril avec seulement 5,73%. Par ailleurs, quelques jours auparavant, son secrétaire national Paul Hounkpè (candidat à la présidentielle) annonçait sa démission. Alors que nombre d'observateurs ont longtemps fait remarquer que l'étiquette « d'opposition modérée » était le nom d'une connivence avec la mouvance présidentielle, ce ralliement vient-il confirmer leurs dires ? Selon le FCBE, cette nouvelle orientation s'explique par « l'espoir que suscite le président de la République élu dans la correction et l'amélioration des insuffisances du régime sortant » ainsi que les accords de gouvernance conclus avec des formations de la majorité (l'Union progressiste Le Renouveau et le Bloc républicain). Le paysage de l'opposition politique devenant de plus en plus clairsemé, le parti Les Démocrates a réaffirmé, à l'issue d'un Conseil national extraordinaire tenu le 9 mai, son appartenance à l'opposition. Le parti entend en ce sens, « exercer une opposition républicaine constructive et vigilante à l'égard du nouveau gouvernement ». Ceci constitue ainsi, une manière de limiter les dégâts, pour un parti affaibli par une crise interne dans un contexte où la marginalisation de l'opposition dans le champ politique béninois, est plus que jamais manifeste.